

La vérité dans le panier

Attendue depuis des années, l'enquête de l'ISEE sur le budget consommation des ménages livre une donnée étonnante, révélatrice d'une hausse du niveau de vie : entre 1991 et 2008, l'habitat a détrôné l'alimentation en tant que premier poste de dépenses des Calédoniens.

Texte : Yann Mainguet - Photo Thierry Perron

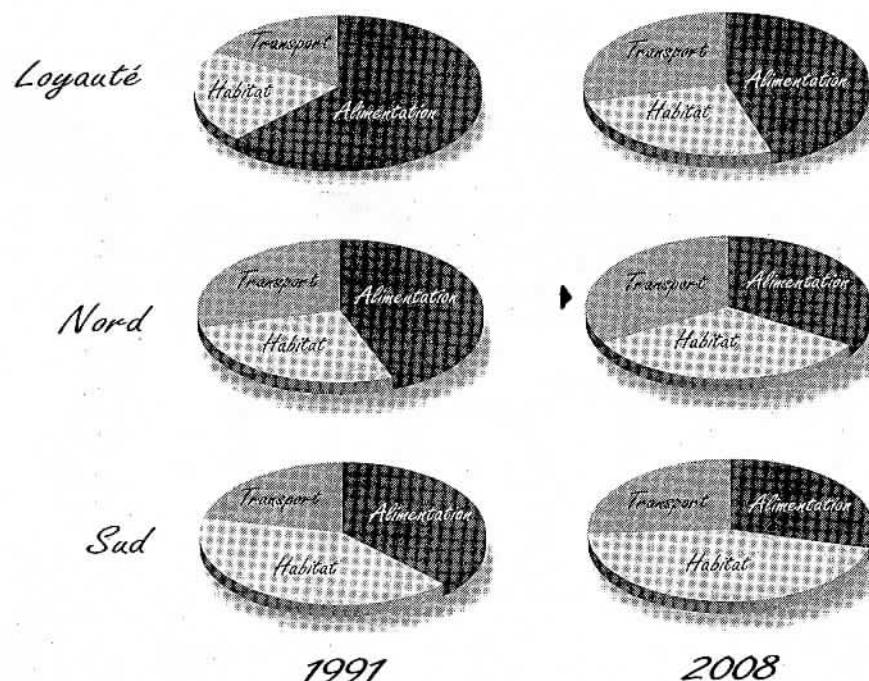
● Porte-monnaie inégaux

D'après les résultats de l'enquête, les ménages calédoniens dépensent en moyenne, chaque mois, 343 000 francs et perçoivent 405 000 francs. « Ils dégagent donc une capacité d'épargne de 15 %, qui était plus importante en 1991 (20 %) », année de la précédente étude. En 2008, la moitié des familles gagne moins de 317 000 francs mensuels. Cette part des moins fortunés « se partage 21 % des ressources, comme en 1991. Cela traduit des inégalités qui, sans se creuser, persistent à un niveau élevé ». La moitié des familles empoche, en revenu net, moins de 365 000 francs dans le Sud, 176 000 francs dans le Nord, et 130 000 francs aux Loyauté, soit le SMG ou presque.

● Un toit d'abord

Surprise, l'habitat occupe le premier rang des dépenses. Pour plusieurs raisons : l'augmentation des prix du marché immobilier ou encore la migration de la population vers la ville aux tarifs plus élevés. Sur les 343 000 francs de

Les dépenses des ménages calédoniens (en 1991 et en 2008)



Le chiffre

90

Dans l'enquête, la province Sud influence l'ensemble des résultats. Car la région pèse 75 % de la population, 80 % du PIB, ainsi que 90 % des ressources et des dépenses.

Repères

Un nouvel indice des prix

L'enquête BCM de l'ISEE donnera lieu à un nouvel indice des prix, prenant en compte la variation des différents postes de dépenses. Un objectif majeur. Aujourd'hui, la référence est basée sur une structure de consommation datant de 1991. Fait livré par l'enquête, le poids de l'alimentaire, avant très fort,

ché immobilier ou encore la migration de la population vers la ville aux tarifs plus élevés. Sur les 343 000 francs de frais mensuels, les ménages consacrent 105 000 francs à leur logement (31 %). Les deux postes majeurs auxquels les familles doivent faire face sont les remboursements d'emprunts immobiliers et les loyers. « Le crédit immobilier concerne le tiers des ménages propriétaires, lesquels remboursent des mensualités de 112 000 francs ». Et « le loyer mensuel moyen (hors charges) varie de 88 000 francs pour les locataires classiques à 47 000 francs pour les locataires aidés (Sic, FSH...) ». Pour l'Institut, l'habitat s'avère le premier facteur de disparité entre provinces. Comparé au Sud, « on dépense cinq fois moins dans ce domaine en province des Iles et trois fois moins en province Nord ».

● 13 000 francs de viande

En 2008, un budget mensuel de 57 000 francs s'oriente vers les produits alimentaires, y compris les boissons non alcoolisées. Et 5 000 francs en alcool et 10 000 en restauration, soit un total

de 72 000 francs. En première position dans le panier, la viande, dont la dépense s'élève à 18 % de l'enveloppe, c'est-à-dire 13 000 francs par mois. D'ailleurs, note l'ISEE dans son rapport, « les ménages ont une préférence pour la volaille (3 500 francs), suivie du bœuf (2 800 francs) ». Puis arrive le poste pain et céréales. Avec 21 % du budget consacré à l'alimentation « large » (pro-

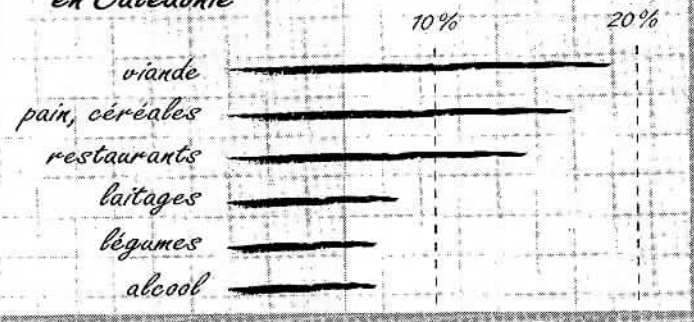
duits alimentaires, alcool et restauration), les ménages de Nouvelle-Calédonie se situent à un niveau intermédiaire dans la zone Pacifique, entre leurs voisins australiens et néo-zélandais et Wallis-et-Futuna, mais à un niveau encore supérieur à celui de la France. »

Et le Calédonien a ses habitudes d'achat. Les familles se payent avant tout du pain, du poulet et du riz dans

✓ Pain et céréales, poulet et riz représentent 30 % des dépenses alimentaires aux Loyautés, 20 % des dépenses en province Nord.

✓ Le service de gamelle représente 15 % des dépenses en province Sud.

La répartition des dépenses alimentaires en Calédonie



sée sur une structure de consommation datant de 1991. Fait livré par l'enquête, le poids de l'alimentaire, avant très fort, a baissé. Voilà un exemple. Une correction s'impose ainsi dans le calcul de l'indice. Correction arrivant d'ailleurs tardivement, dix-sept ans s'étant écoulés. Énorme. D'autant que le taux d'inflation a une influence dans les revalorisations salariales. Un risque : un décalage important entre la réalité de la consommation et l'utilisation d'un indice devenu obsolète.

Dépenses fixes

70 % des dépenses se concentrent dans trois pôles : l'alimentation (produits alimentaires et boissons non alcoolisées, restauration...), l'habitat (factures courantes du logement, loyers et remboursements immobiliers...) et le transport (achat, entretien et équipement du véhicule, carburant, services de transport (terrestre, aérien, maritime...)).

Questions à... Bertrand Buffière, responsable de l'enquête BCM

« Plus Australie que Vanuatu »

Le pouvoir d'achat a progressé de 31 % depuis 1981 en Nouvelle-Calédonie. Cette donnée n'est-elle pas toutefois bien disparate selon les provinces ?

« Aujourd'hui, l'analyse du pouvoir d'achat, portée sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, s'avère une première pierre. Une évolution, grosso modo, de 1 % par an depuis 1981. Des études plus fines seront menées plus tard par province. Toutefois, effectivement, si nous regardons le revenu moyen par province, les niveaux sont très différents : en province Sud, les

ménages perçoivent en moyenne 462 000 francs par mois ; le Nord et les Îles affichent respectivement 234 000 francs et 200 000 francs. Nous pouvons nous attendre à des évolutions du pouvoir d'achat distinctes d'une province à l'autre. Mais pour l'instant, cela reste flou, une conclusion serait prématurée. »

Les résultats témoignent d'un développement du territoire. N'existe-t-il pas néanmoins différentes vitesses de croissance ?

« Il est vrai que la province Îles partait avec un peu de retard : en

1991, le niveau de dépenses dans l'alimentation était très élevé ; ce qui laissait supposer un niveau faible de développement, de ressources, donc une faible activité. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même, la part de l'alimentaire a chuté, cela signifie plus de confort dans les ménages et une augmentation du niveau de vie. Autant, du point de vue des inégalités, entre 1991 et 2008, la Calédonie est restée stable sur deux provinces - Sud et Îles -, autant le Nord a connu une amélioration. On peut supposer que l'emploi salarié s'est développé grâce notamment au projet minier. »

A quel standard national pourrait être comparé le niveau de vie calédonien ?

« Dans les trois provinces, nous avons une augmentation du niveau de vie, comme le souligne la chute de l'alimentaire. Cela veut dire : les ménages reportent leurs dépenses sur du confort de l'habitat, du véhicule... D'ailleurs, l'habitat devant l'alimentation, voilà un signe fort. La structure de consommation ici se rapproche de celle de la France. Dans la zone, davantage l'Australie ou la Nouvelle-Zélande que Vanuatu et Wallis ».

